

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 02/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF TSA ORLEANS NORD

93 Boulevard Malesherbes
75008 Paris

Références : IC250492
Code AIOT : 0010012693

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement STEF TSA ORLEANS NORD implanté Lotissement d'Activités de Villeneuve ZA d'Artenay-Poupry 28140 Poupry. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF TSA ORLEANS NORD
- Lotissement d'Activités de Villeneuve ZA d'Artenay-Poupry 28140 Poupry
- Code AIOT : 0010012693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF TSA ORLEANS NORD est autorisée à exploiter une plateforme logistique sur la

commune de Poupry, par arrêté préfectoral du 24/02/2016, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23/11/2016 et du 06/11/2019.

L'établissement dépend du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2b de la nomenclature des installations classées (entrepôt couvert d'un volume total de 483000 m³) et du régime de la déclaration pour les rubriques 1185-2a (fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés), et 2925-1 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques). Son régime a été acté par courrier préfectoral du 23 mars 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 27/05/2025, article R512-46-23	Demande d'action corrective	2 mois
2	fiche de notification d'incident	Code de l'environnement du 08/10/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	2 mois
3	Circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.7.2	Demande d'action corrective	2 mois
13	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
14	Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II.13	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'incendie			
16	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.6.3.1	Sans objet
8	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	Sans objet
9	Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 07/02/2024, article 12	Sans objet
10	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
11	Confinement – Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
12	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
15	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification d'une installation soumise à enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/05/2025, article R512-46-23

<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification d'une installation soumise à enregistrement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II- Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a réalisé une déclaration de modification d'une installation classée relevant du régime de la déclaration au titre de l'article R512-54-II du code de l'environnement le 08/08/2022, déclaration enregistrée par le service préfectoral de l'Eure-et-Loir le 16/08/2022 à 13:52:12 sous le numéro 20220294.</p> <p>Par cette déclaration, l'exploitant indique procéder à l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture d'une puissance de 4700 kWc.</p> <p>Le site relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, suite au courrier préfectoral du 23 mars 2022 actant du nouveau régime de l'installation. Cette modification est apportée en toiture de l'entrepôt classé à enregistrement pour la rubrique 1510. L'exploitant est donc tenu de porter avant sa réalisation à la connaissance du préfet la modification envisagée avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Cette déclaration est erronée et incomplète. Elle déclare une modification d'une installation classée relevant du régime de la déclaration et non pas de l'enregistrement, et surtout, elle ne contient pas l'ensemble des éléments permettant de juger de son caractère notable, substantiel, ou ni notable ni substantiel.</p> <p>constat : écart relevé, la déclaration de modification de ses installations est erronée et incomplète, et ne permet pas d'apprécier le caractère notable, ou substantiel, ou ni notable ni substantiel de la modification apportée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de M. le Préfet l'ensemble des éléments d'appréciation permettant d'évaluer la modification apportée aux installations (analyses de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales du 04/10/10 et 11/04/17, arrêté du 05/02/2020, plan et description des installations et modifications apportées, vérification de la validité de l'analyse risque foudre et étude technique foudre, etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : fiche de notification d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, fiche de notification d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 08/10/2020 :</u></p> <p>Le jour de l'inspection un départ de feu a pris dans le compacteur de cartons. Le départ de feu a été circonscrit par le personnel du site. A priori le départ de feu résulte d'un carton coincé dans la vis sans fin et d'un échauffement de celui-ci.</p> <p>Demande D2 : l'exploitant transmet à l'inspection la fiche de notification d'accident qui est à disposition en téléchargement sur le site ARIA. De plus, l'exploitant indique les mesures préventives et/ou correctives mises en place pour éviter que ce genre d'incident ne se reproduise.</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u></p> <p>Au jour de l'inspection et ultérieurement à celle-ci, l'exploitant n'a pas transmis la fiche de notification d'accident suite au départ de feu du 08/10/2020.</p> <p><u>Constat :</u> écart relevé, l'exploitant n'a pas déclaré, à l'inspection des installations classées le départ de feu du 08/10/2020 malgré la demande de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, voies d'accès de secours
Prescription contrôlée : [...] Au moins deux accès de secours le plus judicieusement placé pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.
Constats : <u>Constat de la visite d'inspection du 08/10/2020 :</u> Le jour de l'inspection il a été constaté la présence d'un accès et la construction d'un deuxième accès en lien avec les travaux ,de l'extension. Il est prévu que le site possède un accès depuis le site KUEHNE ET NAGEL et un accès depuis le site SIGMA 10 (pas construit à ce jour). Le jour de l'inspection l'exploitant a précisé qu'il y a une bande de terrain entre le site et celui de KUEHNE ET NAGEL appartenant au syndicat mixte d'Artenay-Poupry empêchant la liaison entre l'accès du site STEF vers l'accès du site KUEHNE et NAGEL. Demande D1 : l'exploitant prend contact avec le syndicat mixte d'Artenay-Poupry pour la mise en place de la liaison entre le site de KUEHNE et NAGEL et le site de STEF. <u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u> Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'un deuxième accès de secours construit depuis le site d'ID LOGISTICS localisé au Sud de l'établissement. L'exploitant indique que l'utilisation de ce deuxième accès n'est pas formalisé par un accord écrit entre STEF et ID LOGISTICS. <u>Constat : écart relevé, l'exploitant a bien construit un deuxième accès, mais n'est pas en mesure de démontrer son accessibilité en permanence pour le service d'incendie et de secours.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.[...]

<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 08/10/2020 :</u> NC2 : l'exploitant n'a pas fait tester les têtes PDA des systèmes de protection contre la foudre.</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u> L'exploitant présente le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, datant du 11/04/2023. L'exploitant n'a pas encore procédé à la vérification complète de ses installations en 2025 au moment de la visite.</p> <p>Constat : écart relevé, la fréquence de vérification complète des installations de protection contre la foudre n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations de protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u> L'exploitant présente le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, datant du 11/04/2023. Celui-ci indique la nécessité de refixer le conducteur décroché en toiture pour le PDA4 (paratonnerre à dispositif d'amorçage). L'exploitant présente le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre, datant de 2024. Celui-ci indique pour le PDA4 qu'il est nécessaire de raccorder des câbles métalliques des panneaux photovoltaïques au réseau paratonnerre au niveau des cellules 1-2-3 et des cellules 4-5-6. L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer de la bonne réalisation de ces actions correctives au moment de la visite.</p>

<p>Constat : écart relevé, l'exploitant n'a pas procédé à la remise en état de ses installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, entretien des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat Visite d'inspection du 08/10/2020 :</u> L'extincteur n°312 est hors service.</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u> L'exploitant met à disposition les rapports de vérification annuelle des extincteurs de l'établissement, établis par EUROFEU SERVICE les 22/11/2024 et 24/04/2025. Le dernier rapport du 24/04/2025 établit que deux extincteurs sont à remplacer (extincteur n°168 détérioré et extincteur n°234 trop ancien). L'exploitant montre un bon de commande daté du 12/05/2025 pour le remplacement de ces deux extincteurs. Suite à l'inspection, l'exploitant n'a transmis aucun document attestant du remplacement effectif de ces deux extincteurs.</p> <p>Constat : écart relevé, deux extincteurs sont à remplacer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 7.6.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...].

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 08/10/2020 :

Le jour de l'inspection il a été constaté la présence de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol entreposés hors rétention.

NC3 : des produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont entreposés hors rétention.

Visite d'inspection du 27/05/2025 :

Le jour de l'inspection, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, entreposés hors rétention.

Constat : pas d'écart relevé, la non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)

Prescription contrôlée :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

- a) Supérieure à 800 l (A) ;
- b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

- a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;

- b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;
3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :
1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :
- a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;
- b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;
2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;

Constats :

Visite d'inspection du 27/05/2025 :

L'établissement est détenteur de plusieurs appareils contenant des fluides frigorigènes :

Nom de l'installation	Type et nature du fluide	Quantité de fluide
GF QUAY - AWS 230 <i>Cellule 1 à 3</i>	R134a - HFC	162 kg
PAC DAIKIN 1 EWYD 360 <i>Cellule 1 à 3</i>	R134a - HFC	100 kg
PAC DAIKIN 2 EWYD 360 <i>Cellule 1 à 3</i>	R134a - HFC	94 kg
PAC 360 <i>Cellule 4 à 7</i>	R134a - HFC	94 kg
PAC 430 <i>Cellule 4 à 7</i>	R134a - HFC	100 kg
GF DAIKIN EWAH 390 <i>Cellule 4 à 7</i>	R1234ze - HFO	66 kg
PAC 430 (2022) <i>Cellule 4 à 7</i>	R134a - HFC	100 kg
PAC bureaux	R410a - HFC	24,8 kg

GF = Groupe Froid, PAC = Pompe à Chaleur

L'ensemble de ces appareils ont fait l'objet d'une vérification visuelle de l'inspection au niveau des quantités renseignées sur les appareils sur site, excepté pour la pompe à chaleur bureaux,

des quantités renseignées sur les appareils sur site, excepté pour la pompe à chaleur bureaux, dont la quantité a été renseignée par l'exploitant.

Un total de 714,1 kg de fluide frigorigènes sont présents dans les appareils du site, soit en dessous de la quantité maximale autorisée pour le site au titre de la rubrique 1185-2a de la nomenclature des installations classées (quantité autorisée maximale 3780 kg - régime DC), selon le courrier préfectoral du 23 mars 2022 prenant acte de la situation administrative mise à jour du site.

Constat : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12

Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés

Prescription contrôlée :

1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels:

- a) les équipements de réfrigération ;
- b) les équipements de climatisation ;
- c) les pompes à chaleur ;

[...]

3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :

- a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;
- b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;
- c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

[...]

Lorsque des produits ou des équipements ont été modernisés et que les gaz à effet de serre fluorés ont été substitués, ces produits ou équipements sont réétiquetés avec les informations visées au présent paragraphe mises à jour.

Constats :

Visite d'inspection du 27/05/2025 :

Contrôle par sondage sur site : appareil groupe froid DAIKIN 2 EWYD 360 : étiquetage visible et lisible comprenant le type de fluide (R134a), la quantité (94 kg), la quantité en tonne équivalent CO₂ (eq. 134,42 t eq CO₂).

Constat : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : Visite d'inspection du 27/5/2025 : L'exploitant présente une fiche d'intervention pour le contrôle d'étanchéité de ses équipements contenant des fluides frigorigènes datée du 22/01/2025, sur laquelle est présent le n° d'attestation de capacité de l'opérateur. Ce numéro a fait l'objet d'un contrôle a posteriori et est bien présent dans la liste des opérateurs agréés pour ce type de contrôle. Constat : pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Confinement – Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

<p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/5/2025 :</u> L'exploitant présente une fiche d'intervention pour le contrôle d'étanchéité de ses équipements contenant des fluides frigorigènes datée du 22/01/2025. Cette fiche d'intervention correspond au CERFA15497*04 qui est celui en vigueur. <u>Constat :</u> pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Interdiction d'utilisation des HCFC

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p> <p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/5/2025 :</u> Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'équipements contenant du HCFC. <u>Constat :</u> pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Marque de contrôle – détection de fuite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p>

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Visite d'inspection du 27/05/2025 :

Le jour de la visite, il est constaté la présence d'une pastille rouge sur l'équipement Groupe Froid DAIKIN EWAH 390, contenant 66 kg de HFO R1234ze. Cette fuite a été constaté lors du contrôle d'étanchéité du 22/01/2025 par un opérateur attesté. Le voyant fuite liquide est allumé sur l'équipement. Le circuit est à l'arrêt depuis le contrôle du 22/01/2025. Aucune mesure pour faire cesser la fuite n'a été prise, et l'équipement n'a pas fait l'objet d'une vidange depuis que la fuite a été constatée.

Constat : écart relevé, l'équipement n'a pas été vidangé par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité dans un délai de 4 jours suite au contrôle d'étanchéité. Au jour de la visite, le circuit n'a toujours pas fait l'objet d'une vidange.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II.13

Thème(s) : Risques accidentels, sprinklage
Prescription contrôlée : [...]. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...].
Constats : Visite d'inspection du 27/05/2025 : Le jour de la visite, l'exploitant indique que les dernières visites de vérification du système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) ont eu lieu les 24/06/2024, 20/11/2024 et 20/05/2025. L'inspection consulte le dernier rapport disponible, celui de la visite semestrielle de vérification du 20/11/2024. Celui-ci indique qu'une partie de la mezzanine de la cellule 5 n'est pas protégée par l'installation de sprinklage. L'exploitant indique qu'il n'a pas reçu le rapport de la dernière visite de vérification du 20/05/2025, mais qu'il a été constaté lors de cette visite qu'un manomètre était hors service et qu'une fuite était présente au niveau d'un auvent. L'exploitant n'a pas enclenché d'action corrective au jour de l'inspection. Ultérieurement à l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de vérification de cette visite. Le jour de l'inspection, un test de fonctionnement du groupe motopompe B2 a été effectué, et n'a pas représenté de difficulté de mise en route. Néanmoins, la mise en route du groupe motopompe a entraîné le déclenchement de l'alarme incendie, et donc l'évacuation du site. Cette action a permis de vérifier le bon asservissement du système de sécurité incendie (SSI) au système de sprinklage. L'exploitant indique réaliser des tests hebdomadaires afin d'en vérifier le bon fonctionnement. Constat : écart relevé, malgré les anomalies constatées lors de la visite de vérification du 20/05/2025 (manomètre hors service et fuite au niveau d'un auvent), l'exploitant n'a pas entrepris de mesures correctives, ni fourni le rapport de cette dernière inspection, compromettant ainsi l'efficacité prévue par les référentiels reconnus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/05/2025 :</u></p> <p>Les marques de contrôle d'étanchéité, correspondant à des vignettes adhésives ayant la forme d'un disque bleu, sont présentes au niveau des équipements ne présentant pas de fuite de façon visible et indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité.</p> <p><u>constat :</u> pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :</p> <p>Article 7 - Tenue de registres :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée ;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;</p>

f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;

g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :

a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;

b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.

[...]

Constats :

Visite d'inspection du 27/05/2025 :

Par courriel du 05/05/2025, l'exploitant a fourni un document recensant l'ensemble de ses équipements contenant des fluides frigorigènes.

Le jour de la visite, l'inspection constate plusieurs incohérences entre le registre et les équipements présents sur site :

- PAC DAIKIN 1 - EWYD 360 (Poupry 1) : la quantité renseignée dans le registre est de 94 kg de R134a, tandis que la quantité inscrite sur l'équipement est de 100 kg
- PAC DAIKIN 3 - EWYD 360 (Poupry 1) : la quantité renseignée dans le registre est de 100 kg de R134a, tandis que la quantité inscrite sur l'équipement est de 94 kg
- PAC 430 (Poupry 2) : la quantité renseignée dans le registre est de 94 kg de R134a, tandis que la quantité inscrite sur l'équipement est de 100 kg
- DAIKIN EWAH 390 (Poupry 2) : la quantité renseignée dans le registre est de 64,1 kg de R1234ze, tandis que la quantité inscrite sur l'équipement est de 66 kg. L'exploitant indique dans son registre en commentaire qu'il ne s'agit pas d'un fluide fluoré, alors que les HFO sont des fluides fluorés (Hydro Fluoro-Oléfine).

Le registre est incomplet sur les points suivants :

La quantité et le type de gaz contenu dans les équipements est bien renseignée, mais présente des incohérences (cf. paragraphe précédent). Il n'y a pas de mention si une quantité de gaz a été ajoutée ou non. L'exploitant indique que les équipements n'ont fait l'objet d'aucune recharge depuis leur mise en service.

L'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ne sont pas renseignés.

Les dates et résultats des contrôles effectués ne sont pas renseignés. Il n'est pas indiqué que l'équipement DAIKIN EWAH 390 a été mis à l'arrêt, ni depuis quand, et si celui-ci a fait l'objet d'une vidange ou non, ou si des mesures ont été prises pour réparer la fuite.

Constat : écart relevé, le registre des équipements contenant des gaz fluorés est incomplet et

présente des incohérences.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois